

DES FUTURS AU CHOIX

*Cinq mille futurologues
prédisent, à long terme, des
vaches grasses pour l'humanité,
mais seulement après 50
années de vaches maigres.*

par BOB STANLEY

«**L**a chose est décidée : l'avenir commence demain!» Cette phrase faisait le tour des couloirs de la première Conférence mondiale sur l'avenir, à Toronto en juillet dernier.

Boutade, peut-être, mais vérité, certainement. Car ce que les experts présentaient aux participants des 400 ateliers de la conférence n'était pas de la science fiction, mais de la prévision scientifique.

Qu'on prenne une tendance, qu'on la prolonge dans l'avenir, sur 20, 30 ou 50 ans, et le résultat dépendra largement du point de vue initial du prévisionniste, de la tendance qu'il a choisie (en écartant délibérément toutes les autres) et de la façon dont fonctionne sa propre prospective.

Ces divers facteurs expliquent qu'il y ait eu à la conférence presque autant d'opinions sur l'avenir du monde — dont beaucoup apparemment contradictoires — qu'il se trouvait d'experts dans la salle. La valeur de ces spéculations, disent les futurologues, réside dans le fait que l'avenir commence véritablement demain, qu'il se construit tous les jours et qu'il peut mener au meilleur

comme au pire, si nous savons où nous conduit tel ou tel chemin.

LA FUTUROLOGIE, UN VRAI MÉTIER

Selon les organisateurs, cinq mille délégués assistaient à la conférence, qui a duré quatre jours. Beaucoup ont participé à des ateliers, étonnants en nombre et en diversité, où l'on a discuté aussi bien de la colonisation de l'espace intersidéral que du retour aux bons vieux moulins à vent. Et, à défaut d'autre chose, ils ont montré, ne serait-ce que par leur nombre, que la futurologie est bel et bien la profession... de l'avenir!

C'est un fait qu'étudier l'avenir en vue d'échapper aux plus effroyables des probabilités qu'il recèle est devenu dernièrement une occupation parfaitement respectable pour les gouvernements et les organismes internationaux. Pour ne parler que de l'année passée, un certain nombre d'initiatives dans ce sens ont vu le jour, la plus notoire étant la publication en janvier du rapport de l'éminente commission Brandt. Intitulé "Nord-Sud : un programme de survie", le rapport est un plaidoyer vibrant aver-



tissant les pays industrialisés des terribles conséquences que ne saurait manquer d'entraîner à la longue leur impuissance à satisfaire les besoins véritables des pays du Tiers-Monde (voir "Le rapport Brandt — Un plan de survie", *Explore*, Vol. 9, n° 2).

En juillet a été publié aux États-Unis "Entering the 21st century — the global 2000 report to the President". Cet aperçu sur l'an 2000 conclut également «à la gravité et à l'imminence des problèmes liés au maintien de la capacité humaine de la terre» et réclame «des changements rapides et vigoureux de politique à travers le monde».

Également en juillet, le Groupe de travail parlementaire sur les relations Nord-Sud, mis sur pied en mai, publiait à Ottawa son rapport intérimaire, dans lequel il déclare : «Le Groupe de travail n'a pas de tâche plus importante que de démontrer de façon pratique et concrète que nos intérêts en tant que peuple seront entièrement liés, dans les années 1980, au bien-être des populations du Tiers-Monde.»

Le rapport précise plus loin cette idée : «Comblent l'écart entre pays riches et pays pauvres n'est plus simplement une question de justice sociale — bien que celle-ci demeure l'objectif majeur — mais aussi une condition de la poursuite du développement économique dans les pays industrialisés.»

On a abondamment exploité, à Toronto, ce thème de la communauté des intérêts et l'assimilation de la terre à un vaisseau spatial sur lequel nous serions tous embarqués.

Le thème officiel de la conférence était toutefois «Pensons à l'échelle du monde, agissons à notre échelle», et les organisateurs, de fait, n'ont pas ménagé leurs efforts pour assurer à l'événement un caractère mondial. Malgré une nette majorité de Nord-Américains parmi les participants, le Tiers-Monde était bien représenté.

LES CHANCES DE SURVIE

À ceux qui, professionnellement, s'intéressent au développement international — et ils étaient nombreux à la conférence — l'occasion fut donnée de considérer certains problèmes, familiers ou non, d'un oeil neuf. Même si ces nouvelles perspectives n'étaient pas toujours encourageantes, elles furent rarement désespérées. En fait, la conférence semblait divisée en deux camps : celui des optimistes, qui voient déjà poindre un merveilleux monde nouveau, et les pessimistes, qui appréhendent un avenir terriblement menaçant pour l'espèce humaine.

Les deux camps s'accordaient cependant sur un point : l'humanité traverse une période de transition cruciale; si elle en réchappe, la vie pourrait être meilleure, peut-être même bien meilleure. Mais les 30 à 50 années à venir vont être dures, très dures. Il y avait également unanimité sur l'urgence de la situation et le fait que, malgré les menaces répétées de famine, l'explosion démographique, la crise de l'énergie et ses conséquences, les gouver-

nements et les institutions ne prennent tout simplement pas assez vite les mesures qui s'imposent. Mais ensuite chacun, ou presque, avait sa propre définition des bonnes mesures à prendre!

La variété des sujets abordés et la profusion des opinions exprimées étaient telles qu'il était parfois difficile de s'y retrouver. Mais peut-être fallait-il qu'il en soit ainsi. Cette situation, pour reprendre les propos du co-président de la conférence, M. Maurice Strong, ancien chef du Programme des Nations Unies pour l'environnement et président du Conseil des gouverneurs du CRI en 1979, ne faisait que «réfléter la diversité et la complexité du monde réel dans lequel nous devons faire nos choix».

VENTRE PLEIN OU VENTRE CREUX?

L'alimentation fut l'une des questions les plus discutées de la conférence. Elle a occupé des douzaines de séances distinctes, où les suggestions les plus diverses furent faites, des moyens de promouvoir l'efficacité des millions de petits paysans à des plans visant à

édifier dans le désert des «agrovilles» autosuffisantes. Des experts ont parlé des «manipulations» atmosphériques et du danger de "l'effet de serre", qui pourrait entraîner des «changements climatiques fondamentaux» à l'échelle de la planète. D'autres ont évoqué les «stratégies défensives contre les aléas climatiques», des mesures toutes simples comme le stockage des aliments, le bon choix des cultures (par exemple du mil plutôt que du blé dans les zones semi-arides) et l'utilisation des terres improductives pour l'élevage du bétail.

Pendant qu'un expert prédisait une famine généralisée en l'an 2000, sauf intensification de l'agriculture, un autre affirmait que les méthodes américaines de culture exigeaient tant d'énergie que les ressources mondiales en combustible fossile seraient épuisées en 13 ans si ces méthodes étaient appliquées dans le monde entier. Un autre encore, après avoir rappelé que les algues, riches en protéines, tenaient une place importante dans le régime alimentaire des Incas il y a de cela quelques milliers d'années, soutenait que leur exploitation rationnelle nour-

LA DÉMOGRAPHIE DÉSTABILISATRICE

Les Nations Unies estiment que le taux annuel d'accroissement démographique tombera à 1,8 % au début des années 1980, et à environ 1,6 % à la fin du siècle. Cependant, malgré cette baisse, environ deux milliards de personnes viendront s'ajouter à la population mondiale durant les vingt prochaines années, et en majorité dans les régions qui ont déjà connu les plus importants accroissements entre 1950 et 1980, c'est-à-dire les régions les plus pauvres du monde.

L'existence de la pauvreté et des problèmes du développement sont loin d'être nouveaux, mais la croissance démographique, depuis trente ans, n'a fait — et ne fera à l'avenir — que rendre ces problèmes encore plus insolubles.

Il n'y a aucune raison de croire que le problème démographique a été résolu, malgré la décroissance récente des taux de fécondité. Au cours des vingt prochaines années, les changements des structures de population modifieront probablement le choix de nos objectifs pour les programmes démographiques. L'exode rural s'est accru et les pays moins développés connaissent maintenant une urbanisation sans précédent : les trois quarts de leur population habiteront des zones urbaines d'ici la fin du siècle. Ainsi, il est prévu qu'en l'an 2000 il y aura près de 60 villes de plus de 5 millions de personnes, pour une population urbaine totale d'environ 650 millions.

L'évolution de la population a produit des structures différentes dans les pays développés et les pays en développement. Tandis qu'on assistait à un rajeunissement spectaculaire de la population des pays en développement, la baisse du taux de fécondité et l'allongement de l'espérance de vie au delà de 70 ans contribuaient à vieillir la population des pays développés.

Une croissance démographique et économique rapide stimule la demande de facteurs de production et se traduit par une exploitation intensifiée des ressources naturelles, ce qui entraîne souvent une dégradation de l'environnement et une baisse de la productivité. Il est important de se rendre compte que l'environnement mondial a changé et que la survie de nombreuses institutions et de nombreux programmes dans l'état actuel des choses dépend beaucoup de notre capacité d'innovation.

Nous vivons des temps troublés, et l'évolution démographique est une des principales causes de cette instabilité. Dans une situation de ressources internationales en baisse et de tensions politique et économique accrues, il faut établir les priorités mondiales avec la plus grande prudence. Dans cette échelle, la population mérite certainement le plus haut rang.

Rafael M. Salas
Directeur

Fonds des Nations Unies pour
les activités en matière de population

irait la population mondiale pour quelques sous par jour, par habitant. Pas d'excuse à la faim dans le monde concluait-il.

LE DILEMME DE LA TECHNIQUE

Les séances consacrées à la technologie ne furent pas moins prolifiques en solutions. Il y avait les avocats d'une approche hautement technique à forte injection de capital : selon eux, les pays du Tiers-Monde n'ont plus le temps de s'offrir l'épreuve d'une révolution industrielle; il faut donc trouver des solutions dès maintenant. À l'opposé, les adeptes de la technologie appropriée se récriaient contre les dangers des techniques de pointe. Les représentants des multinationales, eux, assuraient sans se démonter que l'avenir serait beaucoup plus brillant si on les laissait faire (voir "Un plan Marshall planétaire", page 25).

Entre ces tendances extrêmes, il y avait les pragmatiques, pour lesquels

il ne sert à rien d'opposer systématiquement la "grande" et la "petite" technologie, car il nous faut, pour survivre, tirer parti de toutes les meilleures techniques. Un des spécialistes invités a lancé l'avertissement suivant : le vrai problème, ce n'est pas la technique, mais l'utilisation qui en est faite et le pouvoir qu'elle confère à celui qui choisit et, par dessus tout, à celui qui sait quoi choisir.

LA MER NOURRICIÈRE

Autres questions majeures : l'énergie et l'environnement. Tandis que certains parlaient de la possibilité d'électrifier les villes de l'avenir en capturant la lumière solaire au moyen de satellites collecteurs, d'autres réclamaient au contraire la mise au point d'une technologie solaire peu coûteuse et sûre visant à satisfaire en priorité les besoins des villages du Tiers-Monde. D'aucuns ont proposé un programme d'urgence international de mise en

valeur des ressources non pétrolières, ou bien encore réclamé une gestion planétaire de toutes les formes d'énergie.

Un autre avertissement concernait la destruction des forêts tropicales par les coupeurs de bois de feu (de loin le principal combustible — 90 p. 100 — dans certains pays), qui met en danger des milliers d'espèces et transforme nombre de régions en déserts. De même, nous fut-il souligné, l'exploitation incontrôlée des minerais et du pétrole des fonds marins pourrait anéantir toute forme de vie dans les mers et supprimer du même coup une des grandes sources d'alimentation du monde.

LA CROISÉE DES CHEMINS

Les débats se sont poursuivis ainsi dans des douzaines d'ateliers, simultanément et ce jusqu'à 16 heures par jour. Et à la fin, un distingué comité de "futurologues" a tenté une synthèse; ses conclusions tiennent en deux mots : innovation et participation. L'un après

LAIDES, MAIS INDISPENSABLES

Le développement de nombreuses très grandes villes dans les pays pauvres n'est pas seulement possible, mais probable.

Les causes profondes de cette croissance sont liées directement aux tendances économiques et démographiques actuelles. L'accroissement naturel de la population reste élevé, bien qu'il ait baissé par rapport au passé récent, et même si l'exode rural s'arrêtait complètement, les grandes villes continueraient à se développer au cours des vingt prochaines années à cause de "l'élan" de l'accroissement naturel actuel. Fait peut-être plus important, l'accroissement de la population rurale continue à se déverser dans les régions urbaines, et l'investissement privé continue à favoriser les grandes agglomérations.

Cette concentration n'est peut-être pas souhaitable, mais elle est rentable pour l'investissement privé et public. Dans des pays aux ressources limitées, l'efficacité devient d'une importance vitale.

Une solution consiste à freiner la croissance de la population, mais même là où la planification familiale et d'autres programmes de régulation sont appliqués strictement, ils ne parviennent pas toujours au résultat désiré assez rapidement. La diminution marquée de la fécondité rurale et urbaine qui s'observe maintenant ne se fera pleinement sentir qu'après l'an 2000.



La deuxième solution est de retenir les agriculteurs sur leurs terres. Une analyse des divers efforts en ce sens suscite plutôt le scepticisme, quand on voit la manière dont les propriétaires les plus puissants utilisent ces programmes à leur propre avantage.

La troisième solution, qui est de coloniser les régions inhabitées, ne peut être appliquée que par très peu de pays.

La quatrième solution est de créer de petites agglomérations urbaines et des villes de taille intermédiaire comme pôles d'attraction des migrants ruraux. Cette solution est plus valable et a été choisie par de nombreux pays moins développés. Mais elle ne semble n'avoir de succès que dans les pays à économie planifiée et jouissant déjà d'un niveau avancé de développement.

Il faudra donc une bonne dose d'innovation et d'invention, sur les plans social et technique, pour trouver des moyens de fournir de meilleurs services et d'établir les activités générant les revenus qui permettront à la population d'acheter les services offerts. L'efficacité conférée par de grandes dimensions ne tend pas à décroître, même dans les villes les plus grosses.

Une analyse temporelle du potentiel d'emploi offert par les grandes villes à leurs habitants montre qu'elles ont fait beaucoup mieux que ne l'avaient prédit les experts d'il y a quelques années.

Les très grandes villes sont en train d'apparaître dans de nombreux pays en développement, que nous le voulions ou non. La vie dans ces mégapoles ne sera pas nécessairement agréable, mais elle pourrait être préférable sous bien des aspects à la vie dans les petits villages d'aujourd'hui.

Alan Simmons

Division des Sciences sociales
CRDI

l'autre les orateurs ont réclamé de nouvelles approches, de nouvelles institutions, de nouveaux moyens de sortir ce monde du chemin qui semble le mener au désastre.

Pour Mahbuq ul Haq, de la Banque mondiale, la question critique n'est pas le danger d'une guerre nucléaire, mais le fossé économique entre les pays très riches et les pays très pauvres. Ceux-ci doivent restreindre leur croissance démographique, et ceux-là, leur consommation de ressources. Et par dessus tout, il faut que cessent les dépenses militaires. Roy Amara, de l'Institut du Futur, s'est fait l'écho du sentiment que les gens ne font plus confiance aux gouvernements ni aux institutions.

La note optimiste a été jouée par Alexander King, de l'Institut international des études avancées, lorsqu'il a déclaré aux délégués qu'il entrevoyait une période de transition d'une quarantaine d'années, au cours de laquelle

on assisterait à la stabilisation de la population, au renouvellement des sources d'énergie et à une nouvelle révolution technique.

Il est hautement improbable que les prévisions des futurologues se réalisent au delà d'un faible pourcentage et nous verrons sans aucun doute quelques-uns de ces experts bien embarrassés lors de la seconde conférence mondiale sur l'avenir qui se tiendra en 1985. Mais une telle fermentation intellectuelle et des travaux comme ceux de la commission Brandt aident certainement à dégager quelques indications, si vagues soient-elles, sur la route à suivre.

Pour parler comme le président Maurice Strong : «L'avenir sera tel que nous le bâtirons. La plupart des forces qui modèlent fondamentalement notre avenir sont le résultat des actions et des défaillances humaines. Nous sommes donc aujourd'hui aux postes de commande de notre propre évolution.» □

POUR UN PLAN MARSHALL PLANÉTAIRE

Le monde est en crise. Tout d'abord les pays industrialisés. Leur croissance économique a ralenti et les consommateurs sont saturés. Le Nord se trouve en même temps menacé par une grave pénurie de main-d'oeuvre dans certains secteurs et en même temps par l'augmentation quasi inévitable du coût des matières premières. Enfin, la crise de l'énergie et le chaos qui en résulte ne peuvent qu'empirer, au moins pour les dix prochaines années.

Le Sud est également en crise. L'explosion démographique s'y poursuit dans des proportions intolérables sur les plans économique et social; l'exode rural massif crée d'immenses zones de bidonvilles; le chômage et le sous-emploi ont atteint des niveaux incroyables. Or le Sud continuera à avoir une très nombreuse population de moins de 20 ans. La demande de biens et de services y est presque sans limite.

Les pays de l'OPEP se trouvent de plus en plus dans une situation intenable. Se faisant mutuellement concurrence, économiquement et idéologiquement, incapables de se mettre d'accord sur un système de prix, ils continuent à augmenter les prix à un rythme qui menace l'économie du monde entier.

Nous avons donc affaire à une triple crise. Il s'agit cependant d'une crise qui offre des possibilités, car une analyse montre que les problèmes de chacune sont plus ou moins complémentaires.

Il ne s'agit pas d'une hypothèse. Un exemple historique du genre de solution possible nous est donné par la situation du monde occidental

à la suite de la Seconde Guerre mondiale, et par l'élaboration du plan Marshall pour y remédier. Il sera beaucoup plus difficile et beaucoup plus long, ainsi que politiquement délicat, d'élaborer un plan Marshall à l'échelle planétaire. Je crois cependant que le moment est arrivé.

Heureusement, nous avons une institution qui peut jouer un rôle important dans la mise en oeuvre de cette initiative: la société internationale — ou si vous préférez, multinationale, ou transnationale — qui, en fait, a été le principal instrument de l'internationalisation de la production. La plupart des techniques nécessaires au développement du Tiers-Monde dans le cadre d'un éventuel plan Marshall mondial ont été mises au point par les multinationales et leur appartiennent en propre. Ces firmes ont également les moyens de livrer ces techniques, ainsi que le potentiel de gestion et de vente nécessaire. L'impact particulier du rôle que peuvent le mieux jouer les sociétés internationales réside dans la mobilisation de ces ressources en des ensembles de facteurs de production répondant à un besoin ou à un projet donné.

Je pense que cela est non seulement possible mais probable. La triple crise mondiale de 1980 suscitera dans la prochaine décennie des perspectives nouvelles et des progrès, dont sortira un avenir meilleur au seuil des années 1990.

Orville L. Freeman
Président de
Business International
Corporation

DU PAIN OU DES ARMES?

Qu'allons-nous faire pour améliorer la situation alimentaire du monde? La collection actuelle d'organisations d'aide alimentaire ne brille pas par la coordination. Ces organisations ont sans doute le mandat et les moyens de faire quelque chose, mais comme aucune haute autorité n'a réussi à coordonner leur travail et à vérifier leur efficacité, elles en arrivent à utiliser leurs ressources dans des jeux politiques et des luttes d'influence.

Je n'ai pas peur de déclarer que je ne suis pas satisfait de la situation actuelle. Le Canada dépense au total environ 1,2 milliard de dollars par an pour l'aide publique au développement, soit environ 0,43 p. 100 de notre PNB. Le montant total de l'aide fournie par les pays de l'OCDE s'est élevé à près de 20 milliards de dollars en 1978 — ce qui est beaucoup d'argent —, et pourtant cette contribution ne représente que 0,35 p. 100 de leur PNB.

Je ne veux cependant pas créer l'impression que la crise alimentaire mondiale disparaîtra à coups d'argent. Je crois fermement que les pays en développement doivent augmenter leur production alimentaire, et que la solution passe avant tout par la mise au point d'une stratégie de développement de cette production. Quand nous aurons une stratégie mondiale ferme et claire, nous verrons peut-être nos gouvernements consacrer leurs ressources à l'agriculture plutôt qu'à l'armement.

Car nous disposons des ressources et des techniques permettant de donner à manger à tout le monde; ce qui manque, c'est la volonté collective. Les économistes de l'OCDE estiment que même avec une population de 12 milliards — trois fois la population actuelle — nous aurons les ressources nécessaires pour nourrir tout le monde.

Le président du Conseil alimentaire mondial aperçoit des signes d'amélioration à l'horizon, notamment dans le renforcement de la détermination politique des principaux dirigeants d'intensifier la lutte collective contre la faim.

Je n'insisterai jamais trop sur le fait que cette volonté à laquelle j'ai fait allusion doit être d'abord celle de chaque individu. Quand chacun commence à penser au problème alimentaire mondial, la solution est en vue.

L'honorable Eugène F. Whelan
Ministre de l'Agriculture, Canada